

Côte d'Ivoire

Depuis l'élection présidentielle du 28 novembre 2010, la Côte d'Ivoire a été confrontée à une grave crise politique post-électorale qui a fragilisé et perturbé significativement les activités économiques.

Ses performances en sont affectées, mais elle dispose des ressources nécessaires pour redresser son économie dès lors qu'un climat de paix sera instauré.

En dépit des difficultés présentes, la Côte d'Ivoire reste un pays incontournable de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), et elle continue d'ouvrir ses frontières à de nouveaux partenaires commerciaux asiatiques.

L'impasse politique qu'a connue la Côte d'Ivoire au lendemain du deuxième tour des élections présidentielle du 28 novembre 2010 s'est transformée en conflit armé entre les forces de défense et de sécurité sous les ordres du président sortant M. Gbagbo et les forces républicaines de Côte d'Ivoire loyales à M. Ouattara, président élu reconnu par la communauté internationale. Après de rudes combats à l'arme lourde pendant plusieurs jours, les forces pro-Ouattara ont arrêté M. Gbagbo et plusieurs de ses proches qui étaient retranchés dans le bunker du palais présidentiel. L'escalade de la violence et l'utilisation d'armes lourdes a fait monter le bilan dans la population civile avec plus de 900 morts selon les Nations-Unies, des milliers de blessés et un nombre impressionnant de réfugiés ivoiriens notamment au Liberia et au Ghana voisins.

Cette crise postélectorale et les sanctions de la communauté internationale ont lourdement pesé sur l'économie nationale. Le pays s'est retrouvé à cours de liquidités. En effet, la quasi-totalité des institutions financières ainsi que des entreprises privées ont dû arrêter leur activités du fait de l'insécurité et de la suspension du système de compensation bancaire par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Avec une telle paralysie de l'économie, le scénario, mis en évidence par le tableau ci-dessous, conduirait en 2011 à une forte chute de la croissance du PIB réel (-7.3%). Toutefois, une reprise graduelle de l'économie est attendue en 2012 (5.9%) sous l'hypothèse d'une normalisation de la situation sécuritaire dans la deuxième moitié de 2011, en liaison avec la levée des sanctions et la reprise de la coopération internationale. Aussi, l'engagement des partenaires au développement à appuyer les autorités ivoiriennes dans leur effort de réconciliation et de reconstruction permettra l'instauration d'un climat de confiance propice au développement du secteur privé.

La crise politique a fortement aggravé la situation humanitaire, déjà précaire, dans le pays. Ainsi, à la fin de mars 2011, environ un million d'ivoiriens avaient été expulsés de leurs foyers, tandis que plus de 79 000 de personnes supplémentaires avaient fui à la frontière avec le Liberia mais aussi le Ghana. L'insuffisance de l'eau potable et l'assainissement dans certaines zones urbaines du pays, notamment Abidjan, risquent d'augmenter l'apparition de maladies d'origine hydrique. Au total, des risques énormes pèsent sur la marche vers l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015. Il est à craindre qu'une bonne partie de la population bascule dans la pauvreté qui touchait 48.9% de celle-ci en 2008.

Les perspectives économiques et sociales de la Côte d'Ivoire à moyen terme dépendent largement de la pacification du pays et de la bonne mise en œuvre des programmes d'urgence de reconstruction. En effet, malgré la crise sociopolitique des dix dernières années, les partenariats économiques entre la Côte d'Ivoire et les pays émergents avaient connu une nette progression, en particulier avec les pays d'Asie notamment la Chine, la Corée, l'Inde, Singapour, la Thaïlande, le Brunei-Darussalam, l'Indonésie et la Malaisie. L'Asie est le troisième partenaire commerciale de la Côte d'Ivoire (12.5%), après l'Europe (44%) et l'Afrique (29%). La Chine, au premier rang des partenaires asiatiques, détient une part encore modeste (3.2%), comparativement à ses performances globales en Afrique.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

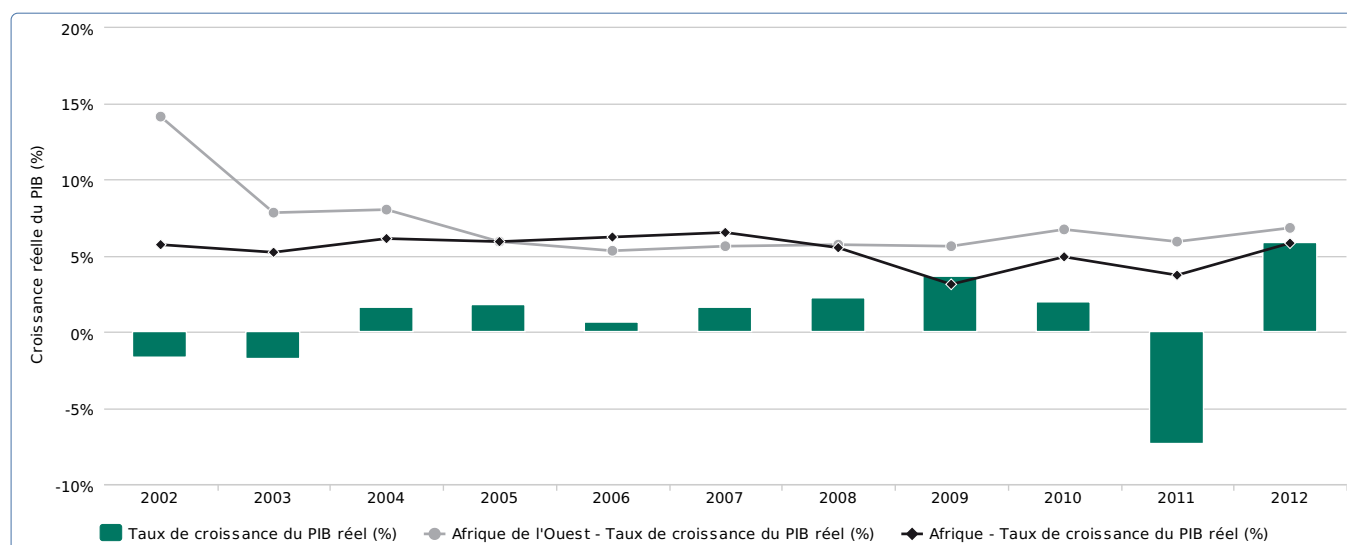
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	3.7	2	-7.3	5.9
Inflation IPC	4.7	2.7	6.3	3.3
Balance budgétaire % PIB	-1.6	-2.5	-1.9	-3.4
Balance courante % PIB	7.2	5.9	5.2	4.2

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414212>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411856>